

Ecrit par le 4 février 2026

(Vidéo) Apt : Enedis mise sur les mobilités douces



Enedis vient de lancer l'expérimentation d'un nouveau moyen de transport testé par l'un de ces techniciens à Apt. Il s'agit d'un vélo triporteur à assistance électrique qu'utilise désormais Yann Seveon, technicien à l'origine de cette initiative, affecté à la base opérationnelle locale du gestionnaire du réseau de distribution d'électricité.

« Conscient de l'impact écologique au quotidien de l'utilisation d'un véhicule thermique mais aussi de la difficulté de stationner dans le centre-ville d'Apt, je trouvais pertinent de tester l'utilisation, en toute sécurité, d'une solution mobilité douce pour nos interventions techniques, » explique ce dernier dont la mission est de préparer et mettre en œuvre des interventions et chantiers sur le réseau public de

Ecrit par le 4 février 2026

distribution électrique.

Utiliser un vélo électrique plutôt qu'un véhicule thermique

« A Apt cette année, plusieurs chantiers de renouvellement de câbles électriques voient le jour, explique Enedis. En préparant l'un de ces chantiers, le technicien s'est rendu compte que les nombreux trajets entre la base opérationnelle d'Enedis à Apt et le lieu du chantier, soit 3km, pourraient tout à fait se réaliser en vélo à assistance électrique. D'autant plus que ce trajet se ferait sur piste cyclable quasi intégralement. »

Encourager les initiatives des salariés et prendre en compte la réalité du terrain

« L'objectif aujourd'hui n'est pas de généraliser l'utilisation du vélo à assistance électrique pour tous les techniciens de l'entreprise, précise cependant Bertrand Girard en charge de la prévention chez Enedis. Il s'agit plutôt d'encourager des initiatives de salariés, de prendre en compte certaines réalités du terrain et de capitaliser sur ces expériences ».

En effet, sur Apt le groupe a tenu, avant tout, à tester l'initiative sur une intervention précise avec un trajet bien identifié et, surtout, que l'ensemble des conditions a été étudié pour que les déplacements puissent se faire en toute sécurité. « La prévention sécurité est une priorité chez Enedis », insiste Bertrand Girard

2^e flotte électrique de France

Pour Enedis, cette initiative s'inscrit pleinement dans le développement de sa flotte de véhicules 'verts'. « L'engagement d'Enedis pour la mobilité électrique est une réalité, complète Emilie Blondel, chargée de missions à la direction territoriale du Vaucluse d'Enedis. Au-delà de notre flotte électrique qui est la deuxième en France, de nos missions de raccordement des bornes de recharge et notre accompagnement des projets des collectivités territoriales, on accompagne également des initiatives comme celle de Yann aujourd'hui »

Un engagement pour la mobilité électrique et la transition énergétique qui se traduit notamment par une forte implication d'Enedis afin d'accompagner le développement des réseaux de bornes de recharge. Premier acteur hexagonal dans ce domaine, Enedis rappelle que « l'essor considérable des véhicules électriques ou hybrides (essence/électricité) rechargeables devrait nécessiter l'installation de 700 000 bornes de recharge publiques et 6 millions de bornes privées d'ici à 2030 ».

Expérimentation en partenariat avec Syndicat d'énergie vaclusien

Dans ce cadre, Enedis pilote plusieurs expérimentations aux côtés de partenaires institutionnels ou industriels. Ainsi en Vaucluse, [la direction départementale dirigée depuis quelques mois par Sébastien Quiminal](#) porte un projet appelé 'aVENir' aux côtés de 11 autres acteurs dont le SEV84 (Syndicat d'énergie vaclusien). Cette expérimentation vise à accompagner le véhicule électrique avec la nécessaire intelligence de sa recharge. Il a pour objectif de mettre au point différentes situations de pilotage de la recharge, en particulier la possibilité d'utiliser l'électricité de la batterie pour la réinjecter sur le réseau ou d'alimenter un autre usage par exemple.

« Pleinement engagée dans la transition écologique, Enedis est partenaire des acteurs de la mobilité électrique pour créer les conditions de son développement à grande échelle partout et pour tous », explique Pierre-Henry Marcelino, chef de projets mobilité électrique chez Enedis.

Ecrit par le 4 février 2026

Soliha 84 et GRDF s'engagent contre la précarité énergétique



Corinne Testud-Robert, présidente de l'association [Soliha 84](#) et [Philippe Rechiniac](#), directeur territorial Vaucluse de [GRDF \(Gaz réseau distribution France\)](#) viennent de signer une convention fixant leur coopération dans le cadre de la lutte contre la précarité énergétique et l'amélioration de la sécurité des installations intérieures. L'initiative vise ainsi à unir les efforts afin d'accélérer la rénovation énergétique

Ecrit par le 4 février 2026

des ménages les plus modestes.

Concrètement, les deux partenaires bâtiront ensemble une communication à destination des propriétaires modestes pour les informer sur les aides financières dont ils peuvent bénéficier pour la rénovation énergétique de leur logement et sur l'accompagnement réalisé par Soliha 84.

Dans le même temps, ils cofinanceront les actions d'ingénierie sociale, technique et financière effectuées par l'association dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, des programmes d'intérêt général ou en secteur diffus.

3,5 millions de ménages français concernés

Par ailleurs, GRDF fera réaliser un diagnostic de l'installation gaz des logements qui lui auront été signalés par Soliha 84. Enfin, GRDF apportera également un appui à la structure œuvrant pour l'amélioration des conditions d'habitat des personnes, défavorisées, fragiles, vulnérables ou aux ressources modestes, afin de sensibiliser les propriétaires aux éco gestes.

Aujourd'hui, 3,5 millions de ménages français sont en situation de précarité énergétique et éprouvent des difficultés à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de leurs besoins élémentaires. Cible prioritaire du dispositif, ces ménages peuvent en effet cumuler divers risques faute de moyens (négligence de l'entretien de la chaudière, bouchage des aérations...). Une situation qui entraîne autant des difficultés de précarité énergétique que de sécurité des installations.

GRT gaz : Chronique de la transition énergétique régionale

Ecrit par le 4 février 2026



Est-il un domaine où la situation sanitaire, claquemurant les habitants chez eux, n'a pas assombri nos perspectives d'avenir et vidé nos poches ? Oui, il s'agit du secteur de l'énergie.

Le prix du baril ayant été, pour la première fois, négatif l'année dernière ; ceux du gaz, au plancher historiquement bas de 3€ le MWh*, a été atteint en avril et mai 2020.

Evidemment, il y a eu un fort repli de l'activité économique planétaire. Mais la douceur des températures a changé significativement la donne en France, mais surtout en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Finalement, « la situation sanitaire a eu un impact plus limité que le climat sur l'évolution de la consommation régionale de gaz, en recul de 7% par rapport à 2019 », estime [Georges Seimandi](#), délégué territorial Rhône-Méditerranée de [GRT gaz](#). : « 2020 est l'année la plus chaude jamais enregistrée en France depuis 1900 ».

Que nous mijote le gaz ?

Hormis ce pic, si l'on prend du recul sur 10 ans, l'érosion lente et constante de la consommation de gaz est de plus en plus concomitante d'un effort pour soutenir l'essor des énergies renouvelables.

GRT gaz qui transporte le gaz des fournisseurs vers les consommateurs grâce à un réseau national de 32 000km de canalisations enterrées, s'est modernisé depuis 2015 dans notre région. Depuis lors, 30M€ ont été investis dans le projet 'power to gaz' de Fos-sur-Mer dont le principe est de transformer une énergie renouvelable - par nature intermittente - en gaz lorsqu'il y a un surplus de production. Ainsi, une énergie qui aurait été perdue est valorisée, sa consommation pouvant être différée. 'Jupiter 1 000', c'est

Ecrit par le 4 février 2026

son nom, est le premier démonstrateur industriel en France à l'échelle du mégawatt. Une trentaine de demande de raccordement ont été présentées, projets de toute nature pour réaliser de l'injection de méthane de synthèse et d'hydrogène dans le réseau.

« GRT gaz et 10 autres gestionnaires d'infrastructures gazières ont par ailleurs présenté en juillet dernier leur vision du développement d'une « dorsale » hydrogène européenne, qui se traduirait par un réseau de 3 300 km de canalisations '100% hydrogène' de Fos-sur-Mer à la frontière allemande d'ici 2040 », ajoute Georges Seimandi, précisant qu'un premier bilan des essais de Jupiter 1 000 sera dévoilé à la fin du premier semestre.

L'hydrogène profite enfin d'un contexte politique plus favorable. Mais il reste à réduire les coûts, « un véhicule à hydrogène étant trois fois plus cher qu'un autre ».

Le GNV semble bien avoir décollé

Pour l'heure, c'est le GNV (Gaz naturel véhicule) qui semble bien avoir décollé. Dans notre région, les achats sont en très forte hausse. Environ 120 camions (+22%) et 250 bus (+60%) circulaient en 2020 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, si l'on compare les chiffres avec ceux de 2019. Ces véhicules se ravitaillent en gaz ou biogaz dans 9 stations publiques ; 4 autres stations étant en projet de construction. Au plan national, la barre des 20 000 camions au gaz circulant sur nos routes sera franchie dès 2023, dont les émissions polluantes de CO2 équivaldront à celle d'une flotte de 70 000 camions Diesel. « Il s'agit d'une technologie très performante, sans concurrence et sur laquelle on communique peu », observe Georges Seimandi.

Enfin, la méthanisation semble un peu à la traîne, seuls trois sites (Apt, Sormiou, Fréjus) injectent du biométhane (issu de biodéchets des ménages, résidus de culture, effluents d'élevage) dans le réseau de distribution gazier au titre du « droit au raccordement » qui suscite l'intérêt d'une trentaine de projets en cours. L'énergie fournie actuellement couvre à peine la consommation de 3 800 ménages. Un quatrième site, à cagnes sur mer a été mis en service en 2021.

**La grande industrie a profité du prix de gros le plus bas en Europe à 9€ en moyenne le MWh sur 2020, soit 30% de moins qu'en 2019. (Source : GRT gaz)*

Les chiffres régionaux 2020

Consommation de gaz : 40 TWh

Réseau : 1 460 km de canalisations

Clients : 45 points de livraison pour les clients industriels, 161 pour la distribution publique

Emplois : 123 salariés

Investissements : 31M€ en 2019, 18M€ en 2020, 11M€ en 2021

Bagnols-sur-Cèze : 366 930 € d'amendes pour démarchage téléphonique interdit



Les services de la [DGCCRF](#) (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) du Gard viennent d'infliger une amende de 366 930 € à l'encontre de la SAS groupe Beaumet Energies.

Il est reproché à cette entreprise du Gard rhodanien, dont le siège social est basé à Bagnols-sur-Cèze, d'avoir procédé à un démarchage téléphonique dans le secteur de la rénovation énergétique. Un procédé très largement encadré suite à l'adoption de [la loi n°2020-901 du 24 juillet 2020](#) visant à réglementer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux, dans le secteur de la rénovation énergétique notamment. De manière générale, toute prospection téléphonique à des fins commerciales de consommateurs par des professionnels, ayant pour objet la vente d'équipements ou la réalisation de travaux pour des logements en vue de la réalisation d'économies d'énergie ou de la production d'énergies renouvelables est interdite, à l'exception des sollicitations intervenant dans le cadre de l'exécution d'un contrat en cours ([Article L.223-1 Alinéa 3 du code de la consommation](#)).

Ecrit par le 4 février 2026

1 225 consommateurs démarchés en 2 mois

En ayant démarché 1 225 consommateurs par voie téléphonique sur une période de moins de 2 mois le groupe Beaumet Energies (CA 2019 : 5,84M€), société proposant la vente de biens et la fourniture de prestations susceptibles de générer des économies d'énergie (pompes à chaleur, ballons thermodynamiques, isolation thermique), a donc été sanctionné par une amende administrative prononcée par le directeur départemental de la protection des populations du Gard.

Pour rappel, la [DGCCRF](#) rappelle « que l'interdiction du démarchage téléphonique dans ce secteur d'activité émane d'une volonté ferme du législateur qui doit s'entendre strictement : le démarchage téléphonique est interdit, même si le consommateur n'est pas inscrit sur [BLOCTEL](#), et même s'il a pu donner son consentement pour être rappelé par téléphone. Tout manquement au présent dispositif sera très lourdement sanctionné, avec des montants pouvant atteindre 375 000 €, par consommateur démarché illégalement. »

Etat-major : RES



Jean-François Petit



Yann Bardet



Pascal Craplet



Clémentine Huber



Martin Lemaistre



Jean-Luc Lopez



Sébastien Mellinger



Julie Moreau



Céline Spitzhorn



Francisco Varela



Ludovic Ferrer

Dirigé en France par son directeur général [Jean-François Petit](#) (58 ans - ESTACA, HEC Paris) depuis

Ecrit par le 4 février 2026

2018, le groupe britannique [RES](#) (Renewable energy systems Ltd) est la plus grande entreprise indépendante d'énergies renouvelables au monde spécialisée dans l'éolien terrestre et offshore, le solaire, le stockage et la transmission et distribution d'électricité (plus de 20 GW de projets à travers le monde pour un portefeuille d'actifs opérationnels de 7 GW). Présent sur le marché français depuis 1999, la division hexagonale est issue de la co-entreprise française Eole-Technologie et de RES. Implantée dans la zone de Courtine à Avignon, la société s'est longtemps appelée Eole-Res avant de devenir définitivement RES en 2015.

Au sein de son siège social (modèle d'environnement durable avec ses ombrières photovoltaïques, ses terrasses végétalisées, ses nombreux dispositifs de recyclage et même son potager !), le directeur général peut notamment s'appuyer sur son directeur financier & IT, [Yann Bardet](#) (37 ans - DSCG, ESARC Montpellier), son directeur des affaires publiques, [Pascal Craplet](#) (59 ans - ENA, INHES) ainsi que sa directrice juridique, [Clémentine Huber](#) (40 ans - HEC/ESCP-EAP, Barreau de Paris).

L'équipe de direction de cette entreprise ayant développé plus de 1,5 GW de projets éoliens et solaires depuis plus de 20 ans France (soit les besoins annuels en électricité de près de 2 million de personnes évitant l'émission de 1,7 million de tonnes de CO2), compte également dans ses rangs [Martin Lemaistre](#) (49 ans - Diplôme d'Etude Supérieures Comptables et Financières, DESS IAE d'Aix en Provence), en charge de la direction 'Gestion d'actifs', [Jean-Luc Lopez](#) (46 ans - Ecole nationale supérieure d'Arts et Métiers Paris tech) à la tête de la direction 'Ingénierie & construction' et [Sébastien Mellinger](#) (44 ans - Ecole d'ingénieurs du CESI Nantes, Master Spécialisé Management QSE) responsable HSE.

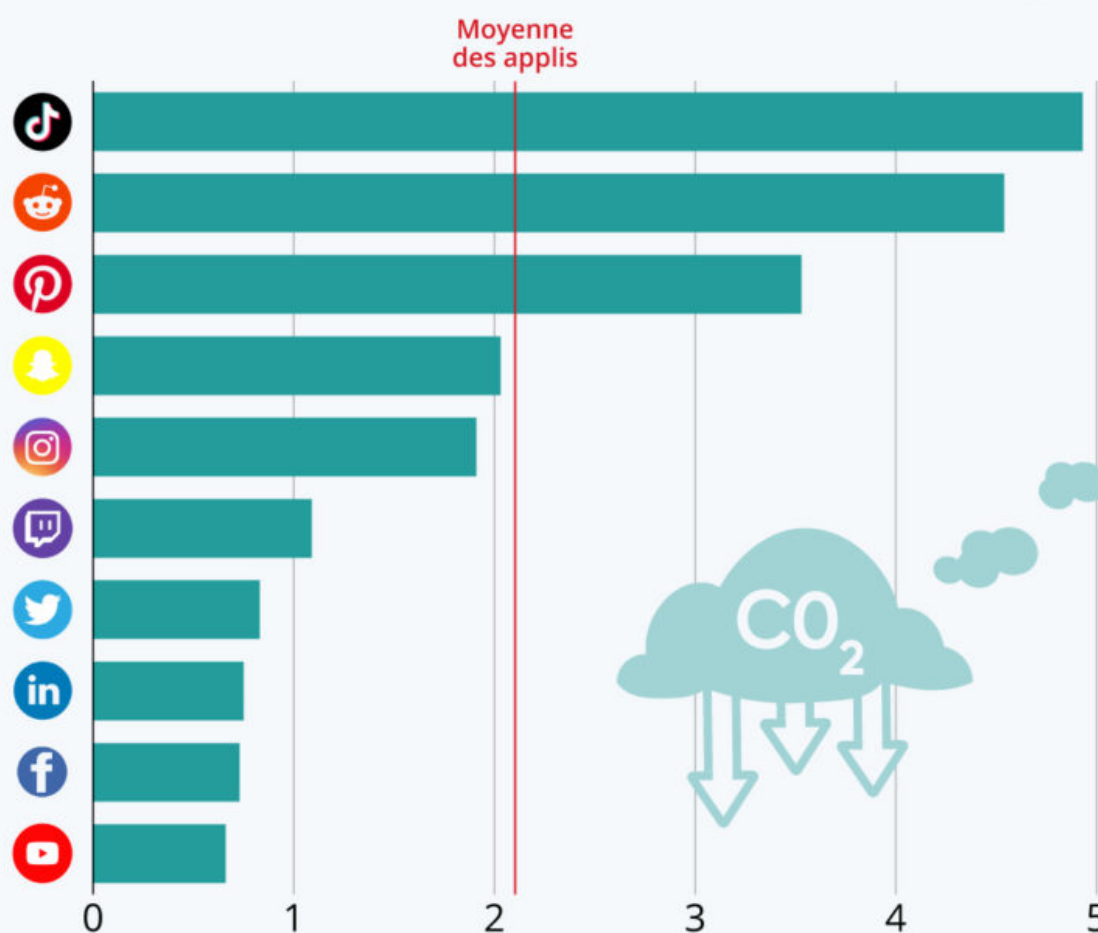
[Julie Moreau](#) (43 ans - Maîtrise LEA & commerce international Nantes, Master RH Avignon, Master Coaching professionnel Aix), directrice 'RH, amélioration continue et innovation', [Céline Spitzhorn](#) (46 ans - DESS, Université de Toulouse), directrice 'Solaire' et [Francisco Varela](#) (41 ans - Instituto tecnológico Buenos Aires, EUREC), directeur 'Eolien & stockage' et [Ludovic Ferrer](#) (39 ans - Mines Nancy/IFP School, IEP de Paris), nouveau responsable commercial complètent cette équipe de direction comptant 240 collaborateurs en France pour un chiffre d'affaires 2019 de 74,63M€.

Réseaux sociaux : quelle empreinte carbone ?

Ecrit par le 4 février 2026

Réseaux sociaux : quelle empreinte carbone ?

Estimation du niveau d'émission de CO₂ des applications sélectionnées pour 1 minute d'utilisation, en gEqCO₂ *



* basée sur la consommation d'énergie et le volume de données échangées lors de tests réalisés en France sur smartphone Galaxy S7 (Android 8).

Source : Greenspector



statista

Ecrit par le 4 février 2026

Envoyer une photo via son smartphone, consulter le fil d'actualité de son appli préférée, regarder une vidéo sur [YouTube](#), certaines activités numériques du quotidien peuvent s'avérer gourmandes en énergie... Et pas toujours neutres en émissions de gaz à effet de serre. Dans une étude parue l'année dernière, [Greenspector](#) a évalué l'empreinte carbone d'une sélection de [réseaux sociaux](#). Pour chacune des applications, le niveau d'émission (en gEqCO₂) a été estimé en tenant compte de la consommation de ressources (volume de données échangées) et d'énergie, mesurées lors d'un scénario utilisateur d'une durée de 1 minute sur un smartphone Galaxy S7 (Android 8). Le scénario utilisateur correspondait à un défilement des contenus du fil d'actualité d'un compte actif.

Comme le met en évidence notre graphique, le réseau social dont le visionnage du fil d'actualité a l'impact écologique le plus important est [TikTok](#), soit un niveau d'émission de près de 5 grammes équivalent CO₂ par minute. C'est plus de 2 fois la moyenne mesurée pour les dix applications sélectionnées (2,1 gEqCO₂) et environ 7 fois plus que YouTube (0,66), Facebook (0,73) et [LinkedIn](#) (0,75), qui figurent quant à elles parmi les applis dont l'empreinte carbone est la plus faible.

Comme l'expliquent les auteurs de l'étude, le niveau d'émission relativement élevé de [TikTok](#) est lié au fait que cette plateforme se base exclusivement sur le visionnage de vidéos et que les contenus sont préchargés dans le fil d'actualité dès le démarrage de l'appli. En conséquence, TikTok se classe parmi les mauvais élèves tant pour sa consommation d'énergie que pour le volume de données échangées. Pour [YouTube](#) en revanche, les auteurs relèvent que « les seules vidéos se lançant lors du fil d'actualité [...] sont des miniatures et ce, après 2 secondes », ce qui réduit significativement l'impact. Deuxième réseau social le plus polluant de ce classement (4,5 gEqCO₂ par minute), [Reddit](#) est plutôt sobre du point de vue énergétique, avec une consommation inférieure à la moyenne. Mais son niveau d'émission élevé est imputé à la quantité de données échangées lors du test, plus du double que la moyenne des applis étudiées.

Il faut garder à l'esprit que le calcul de l'empreinte carbone des applications est un exercice complexe qui prend en compte de nombreux facteurs et dont la méthodologie est amenée à être perfectionnée. Les valeurs communiquées restent des estimations mais permettent toutefois de comparer le degré de sobriété numérique des applications sur la base d'une fonctionnalité commune et centrale, la consultation du fil d'actualité.

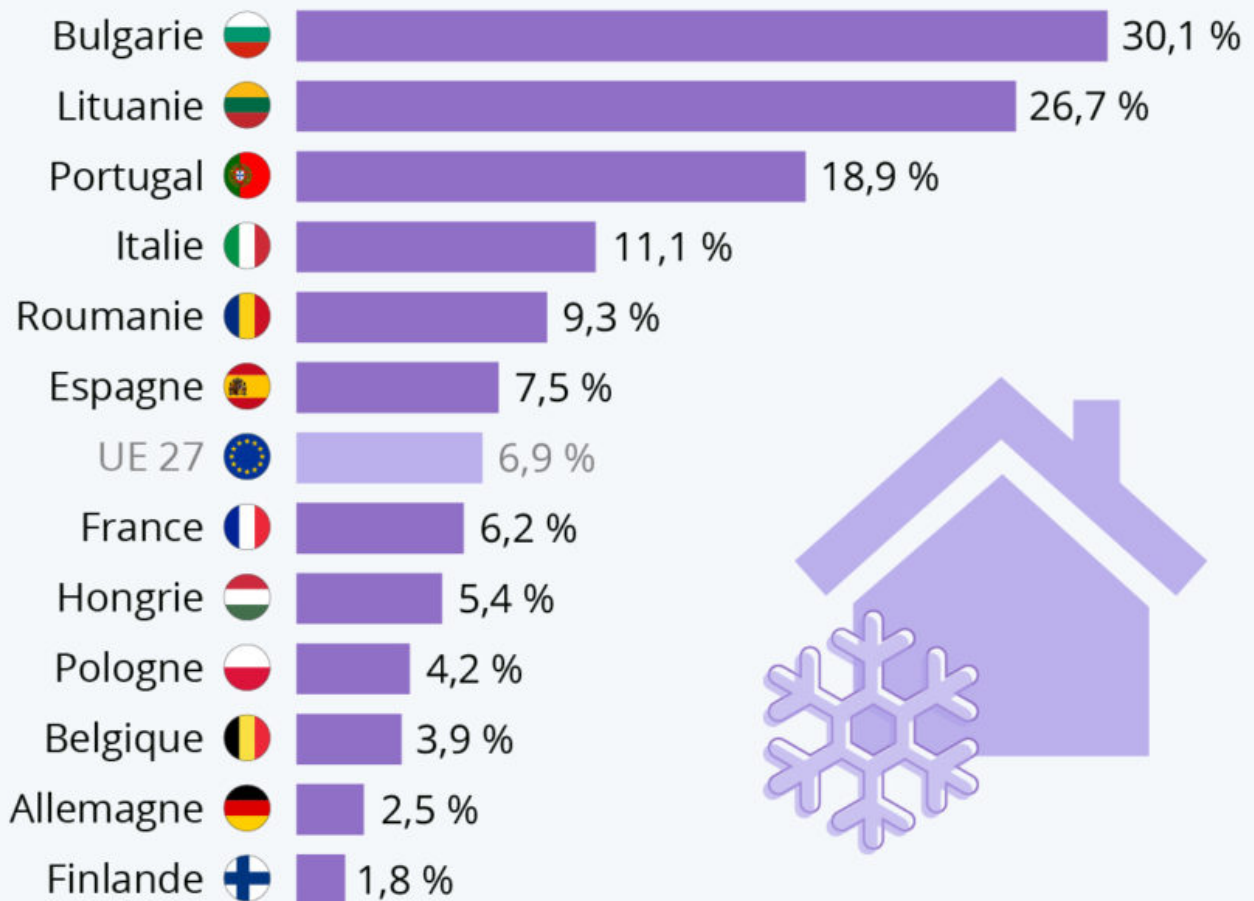
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

La précarité énergétique en Europe

Ecrit par le 4 février 2026

La précarité énergétique en Europe

Part des ménages n'étant pas en capacité de chauffer correctement son logement en 2019, en % *



* en raison de difficultés financières.

Source : Eurostat



statista

Ecrit par le 4 février 2026

En France, plus de 3 millions de ménages seraient concernés par la précarité énergétique. Un chiffre qui a été communiqué par l'Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE) dans son [dernier rapport annuel](#) et qui attire l'attention sur la situation de ces foyers contraints de passer l'hiver dans un logement mal chauffé ou de consacrer une part très importante de leur budget à leurs [dépenses d'énergie](#).

Comme l'indiquent les [données d'Eurostat](#), la précarité énergétique, au sens de ne pas être capable de chauffer correctement son logement par manque d'argent, touchait près de 7 % des ménages de l'[Union européenne](#) en 2019. Mais la gravité de la situation varie fortement d'un pays à l'autre. C'est en Bulgarie et en Lituanie que la part des foyers ayant des difficultés pour se chauffer était la plus grande, respectivement 30,1 % et 26,7 %. Mais la proportion était également supérieure à la moyenne dans les pays du sud-ouest de l'Europe, comme l'Espagne (7,5 %) et l'Italie (11,1 %). En France, elle s'élevait à 6,2 %, soit légèrement inférieure à la moyenne européenne, alors que l'Allemagne (2,5 %) et la Finlande (1,8 %) figuraient parmi les pays qui s'en sortent le mieux.

Ce sont généralement les personnes seules, jeunes et les familles monoparentales qui sont les plus exposées à la précarité énergétique. Dans toute l'Europe, environ un dixième des foyers monoparentaux éprouvait des difficultés financières pour se chauffer convenablement.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Le Département finance 10% de vos travaux de rénovation

Ecrit par le 4 février 2026



Dans le cadre de sa politique de rénovation énergétique et de lutte contre les 'passoires thermiques' le [Conseil départemental de Vaucluse](#) propose de prendre en charge 10% du coût de ces travaux.

Cette aide, attribuée aux ménages sous conditions de ressources dans la limite maximum de 2 000€, couvre :

- La rénovation thermique, réservée aux logements de plus de 15 ans et occupés au titre de la résidence principale,
- l'installation d'un chauffe-eau individuel,
- l'installation de Systèmes Solaires Combinés : eau chaude solaire + chauffage,
- l'installation d'équipements de chauffage au bois : poêle à bûches, poêle à granulés, poêle de masse, foyer fermé ou insert.

Pour pouvoir bénéficier de cette aide, les matériels et travaux doivent :

- être conformes aux dispositions du Crédit d'impôt de transition énergétique (CITE) de l'Etat,



Ecrit par le 4 février 2026

- sauf pour le remplacement des menuiseries,
- répondre aux certifications spécifiées,
- être réalisés et facturés par les professionnels prévus par le dispositif (agréés ou certifiés),

Comment obtenir cette subvention ?

Pour obtenir cette aide, les particuliers vauclusiens doivent [télécharger un formulaire de demande](#) sur le site du Département puis l'adresser au président du Conseil départemental de Vaucluse. Après son envoi, le particulier reçoit un accusé de réception signé par le président l'informant de l'attribution de l'aide. Attention : les travaux ne doivent pas avoir commencé avant le dépôt de la demande. La subvention est seulement attribuée après l'envoi des factures.

« Les travaux ne doivent pas avoir commencé avant le dépôt de la demande. »

« Nous avons acheté une maison à Valréas datant de 1977 qui était très mal isolée, expliquent Elisabeth et Sylvain Nourisson qui ont obtenus 2 000€ d'aide du Conseil départemental. La subvention a été un facteur déterminant dans la décision d'entreprendre des travaux. S'ils étaient nécessaires, la prime nous a permis de choisir des travaux d'isolation plus performants que prévus. »

Même satisfaction pour Pascal Charrier, propriétaire d'une maison à Saignon, qui engagera bientôt d'importants travaux pour l'isolation de ses combles et fenêtres, installer un chauffe-eau solaire et un poêle à bois. Pour lui, « les subventions du Département et de [l'Anah](#) sont des boosters de travaux et permettent de limiter l'endettement du ménage tout en respectant l'environnement. » A ce titre, il recevra une aide de 1 900€ à la fin du chantier.

En 2020, 221 Vauclusiens ont bénéficié, pour un montant global de 186 679€, d'une aide du Département pour la rénovation thermique de leur logement.

Financement possible pour les propriétaires-bailleurs

A noter que des financements de travaux de rénovation sont aussi possibles pour les propriétaires-bailleurs modestes souhaitant louer ou adapter leur logement. Ainsi, le 5^e Programme d'intérêt un général (PIG) départemental mis en place en juin 2020, permet également de financer les travaux de rénovation des propriétaires-bailleurs qui souhaitent mettre en location leurs logements avec conventionnement passé avec [l'Agence nationale de l'Habitat \(Anah\)](#).

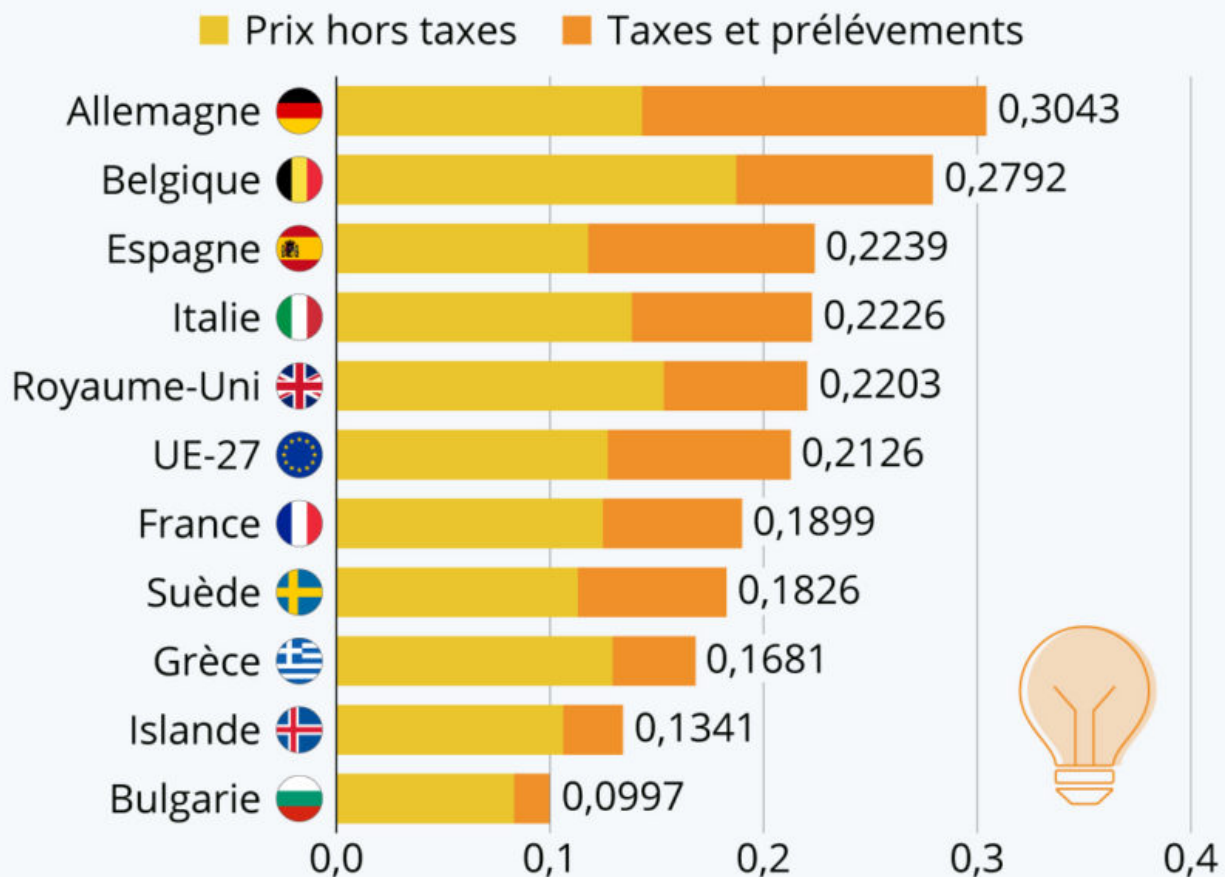
Ce dispositif vient également en soutien auprès des propriétaires-occupants modestes et très modestes pour l'amélioration de leur logement en rénovation thermique, l'adaptation du logement pour des personnes en perte d'autonomie (adaptation de salle de bain, monte escalier, accessibilité, etc.) ou pour des logements dégradés. L'opérateur en charge de l'animation et de la gestion du programme est [Soliha 84](#) (renseignements au 04 90 23 12 12).

Le prix de l'électricité en Europe

Ecrit par le 4 février 2026

Le prix de l'électricité en Europe

Prix de l'électricité dans une sélection de pays et région en 2020 (euro par kilowattheure) *



* Premier semestre 2020. Pour une consommation domestique comprise entre 2 500 et 5 000 kWh.

Source : Eurostat



statista



Ecrit par le 4 février 2026

Avec l'hiver et le confinement, la consommation électrique explose et nombreux sont les Français qui gardent un œil inquiet sur leurs factures d'électricité, d'autant plus qu'une légère hausse des tarifs réglementés d'EDF est appliquée depuis le 1er février (+1,6 %). Selon la [Commission de régulation de l'énergie](#), cette augmentation est notamment due aux conséquences de la crise sanitaire sur le [système électrique français](#).

Pour essayer de se consoler, le consommateur français pourra toujours se dire qu'il bénéficie globalement d'une électricité moins chère que la moyenne en Europe. Au regard de la situation sur le Vieux Continent, c'est en Allemagne où l'on paye l'électricité le plus cher selon les dernières [données publiées par Eurostat](#). En effet, les ménages allemands payent plus de 30 centimes d'euro par kilowattheure (taxes et prélèvements inclus), soit un peu plus que les Belges qui déboursent environ 28 centimes. En Espagne et en Italie, les prix se situent à un peu plus de 22 centimes par kilowattheure, alors que la moyenne de l'UE-27 s'établit à 21,3 centimes.

Comparée à ses voisins, la France profite donc de tarifs d'électricité plutôt avantageux, notamment grâce aux coûts de production moins élevés liés au recours à l'[énergie nucléaire](#) (plus de [70 % de l'électricité](#) produite en France). Le coût pour une consommation comprise entre 2 500 et 5 000 kW/h s'élevait ainsi à environ 19 centimes par kilowattheure en 2020 dans l'Hexagone, un chiffre qui ne tient toutefois pas compte de la dernière hausse appliquée. Les pays où les tarifs sont les plus bas se trouvent en Europe de l'Est, mais aussi au nord, avec par exemple l'Islande qui profite de l'exploitation de la géothermie.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)